

La Colombie n'a pas adhéré au rejet, par le Groupe de Lima, d'une intervention militaire en Colombie



Bogotá, 17 septembre (RHC)- La Colombie n'a pas adhéré au document du Groupe de Lima qui a rejeté la déclaration du secrétaire général de l'OEA, l'Organisation des États Américains, Luis Almagro qui a encouragé une intervention militaire au Venezuela.

Des sources du ministère colombien des Affaires étrangères ont confirmé à des médias locaux à Bogotá, que le gouvernement du président Iván Duque n'a pas signé la déclaration qu'on a signée 11 des 14 pays du Groupe de Lima.

Selon un document rendu public par le ministère péruvien des Affaires étrangères, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et la Sainte-Lucie ont pris leurs distances vis-à-vis des déclarations de Luis Almagro.

Les gouvernements de ces pays ont exprimé leur préoccupation et leur rejet de n'importe quelle action ou déclaration impliquant une intervention militaire ou le recours à la violence, la menace ou le recours à la force au Venezuela.

La déclaration n'a pas été signée par la Colombie, le Canada et la Guyana, qui sont aussi membres du Groupe de Lima, une coalition régionale contraire à l'ordre constitutionnel au Venezuela et à la reconnaissance du gouvernement du président Nicolás Maduro.

Après les déclaration du secrétaire général de l'OEA, la vice-présidente du Venezuela, Delcy Rodríguez a fait savoir que son pays portera plainte contre lui auprès de l'ONU et d'autres organismes internationaux à cause de ses positions interventionnistes, alignées sur l'administration du président étasunien Donald Trump.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/171752-la-colombie-na-pas-adhere-au-rejet-par-le-groupe-de-lima-dune-intervention-militaire-en-colombie>



Radio Habana Cuba